



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Quartier du Grand Vallon
13560 Sénas

Références : D-2024-1421

Code AIOT : 0006401323

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Départementale 73A 13560 Sénas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Départementale 73A 13560 Sénas
- Code AIOT : 0006401323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière à ciel ouvert avec extraction à sec de matériaux colluvionnaires par engins mécaniques (chargeuses et pelles) sans tirs de mines. La carrière est aussi autorisée à recevoir et traiter des déchets inertes pour valorisation et réaménagement.

Ces matériaux sont destinés à alimenter par campagnes, une installation mobile de broyage/concassage/criblage pour la fabrication de sables et graviers.

Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GERE...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 05/10/2016, article 1.4.2	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 05/10/2016, article Néant	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 05/10/2016, article Néant	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 05/10/2016, article Néant	Sans objet
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation n'impose notamment pas de limite de prélèvement des eaux, une telle limite sera définie à l'occasion de la prochaine instruction réglementaire relative à l'installation.

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau à son fournisseur d'eau (code masse d'eau, coordonnées GPS du point de prélèvement pour chaque catégorie d'eau). Les éléments de réponse devront être fournis à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2016, article 1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant procède semestriellement (en période de hautes et basses eaux) à des analyses sur les critères de potabilité (bactériologique et physico-chimique) des eaux souterraines, à sa charge par les soins d'un laboratoire agréé. Les prélèvements sont effectués sur le forage utilisé pour l'alimentation en eau du site et sur le forage identifié FGau au lieu-dit « la Retrache) sur la commune de Sénas. Les résultats des analyses sont transmis à l'Inspection des installations classées qui est tenue informée dans délai de tout indice de pollution révélé par les contrôles.
Constats : Deux points de prélèvements en eau selon l'APC de 2016 (art. 1.4.2), un seul dans les faits selon l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• un forage "alimentation en eau"• (un forage "FGau au lieu-dit la Retrache", fermé selon l'exploitant). Pour les usages suivants : centrale à béton (process), domestique, abattage des poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'adresser un courrier à son fournisseur d'eau pour lui demander de préciser pour chaque réseau d'adduction d'eau : <ul style="list-style-type: none">- les coordonnées GPS des points de captage/prélèvement,- les codes « masse d'eau »,- la zone hydrographique. et de transmettre les informations obtenues à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : L'exploitant indique la mise en service récente de nouveaux compteurs d'eau ainsi que le projet de mise en service de compteur(s) automatique(s).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volumes d'eau prélevé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : Les volumes d'eau prélevés sur les 3 dernières années s'élèvent à : <ul style="list-style-type: none">• 3 746 m³ en 2023 (selon l'exploitant)• 4 341 m³ en 2022 selon la déclaration GERE• 9 420 m³ en 2021 selon la déclaration GERE
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2016
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Aucune prescription
Constats : L'exploitant indique disposer d'un registre informatisé pour le suivi de la consommation d'eau, et qu'il réalise un relevé mensuel de cette consommation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclarations GERE : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : <u>Pour :</u> <ul style="list-style-type: none">- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;- STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;- site d'extraction relevant du code minier. <u>Prélèvements :</u> L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an. <u>Volumes d'eaux rejetés :</u> L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article.

Constats : Selon GEREP, les prélèvements d'eau annuels totaux déclarés par l'exploitant sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • 2023 : 3 746 m³ • 2022 : 4 341 m³ • 2021 : 9 420 m³.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : L'exploitant n'a pas été confronté en 2023 à un épisode de niveau de gravité alerte renforcée/crise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article communication DREAL
Thème(s) : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'exploitant indique qu'un PSH pour le site est en cours de rédaction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra la version finalisée de son PSH.

Type de suites proposées : Sans suite